

COMPTE-RENDU DE LA RENCONTRE DE LA TCNSE DU 1^{ER} OCTOBRE 2024 – 9 H À 16 H

1.0


MSSS, 930 CHEMIN STE-FOY, QUÉBEC

Membres	Présence	Membres	Présence	Membres	Présence
Joanne Aubé-Maurice (01) coprésidente	X	Guillaume Campagné (07)	X	Amélie Desjardins-Tessier (17)	X
Jean-François Betala Belinga (02)	X	Clémentine Cornille (08)	X	Sylvie Ricard (17)	
Philippe Robert (03)	X	Rémi Simard (09)	X	Catherine Dickson (18)	X
Andréa Fortin (03)		Éric Botuna-Eleko (10)	X	Christiane Thibault (INSPQ)	
Patrick Gauthier Kamgang (03) (résident)	X	Ariane Courville (11)	X	Félix Lamothe (INSPQ)	X
Maggy Rousseau (04)	X	Mylène Drolet-Lévesque (12)	X	Jean-Bernard Gamache (INSPQ)	X
Marianne Favreau-Perreault (05)	X	Sarah Vermette (12)	X	Yolaine Labbé (INSPQ)	X
Mélissa Généreux (05)	X	Stéphanie Susser (13)	X	Marie-Ève Levasseur	X
Marion Brochier (résidente) 05	X	Élyse Brais (14)	X	Marie-France Boudreault (MSSS) coprésidente et animation	X
Anne Pelletier (06)		Gabrielle Bureau (15)	X	Isabelle Demers (MSSS)	X
Sidonie Pénicaut (06)	X	Élisabeth Lajoie (16)	X	Sophie Mokas (DVS- MSSS)	X
Cherine Zaïm (06)	X	Martine Vincent (16)	X	Éric Lampron-Goulet (MSSS)	X
David Alexandre Galiano (06) (résident)	X	Marianne Bouvrette (résidente)	x	Jean-Pierre Trépanier (TCNSP)	X

Invitées : Nathalie Bourcier (TCNS), Isabelle Goupil-Sormany (Université Laval), Pierre-Olivier Pineau (HEC Montréal) et Julie Soucy (MSSS)

Soutien : Angèle-Anne Brouillette et Nicolas Lavallée

Animation : Anaïs-Monika Mackay

SUJETS	DISCUSSIONS ET DÉCISIONS
<p>1. Accueil, mot de bienvenue et objectifs de la rencontre</p> <p>1.0 Présentation des participants.e et activité brise-glace</p> <p>1.1 Pour info seulement : compte-rendu de la rencontre de la TCNSE du 10 juin 2024</p> <p>1.2 Résultats de l'évaluation de la rencontre du 10 juin 2024</p>	<p>La rencontre est animée par Anaïs-Monika MacKay. Un tour de table des participant.e.s est effectué. On invite les gens à identifier le mot qui illustre le mieux pour elles et eux la condition de réussite de cette journée de rencontre. Voici :</p>  <p>Les points 1.1 et 1.2 n'ont pas été présentés. Le compte-rendu de la rencontre de la TCNSE du 10 juin et les résultats de l'évaluation ont cependant été envoyés aux membres avant la rencontre.</p>
<p>2. La participation citoyenne et le rôle des acteurs santé publique (atelier)</p>	<p>Le point est présenté par Isabelle Goupil-Sormany de l'Université Laval.</p> <p>1) Ateliers sur les bons coups et les défis en matière de participation citoyenne : voici les faits saillants</p> <p><u>Bons coups</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien aux comités logement et cas d'insalubrité : La DRSP a joué un rôle de soutien pour résoudre des cas d'insalubrité signalés, en fournissant des outils et en naviguant dans les systèmes complexes. Une résidente vulnérable a été impliquée dans la résolution d'un problème d'insalubrité dans son immeuble. • Élaboration d'un guide sur la participation citoyenne : Création d'un guide expliquant comment les citoyens peuvent participer activement à des projets, une ressource pour formaliser l'engagement citoyen dans différents dossiers. • Projet sur les surdoses et intoxications : Démarche innovante menée avec des jeunes en centre de réhabilitation, incluant des ateliers et la création d'affiches de sensibilisation sur les surdoses. Les jeunes ont directement influencé le contenu des messages. • Co-construction d'outils avec intervenants et bénévoles : Développement de messages adaptés aux besoins spécifiques de

	<p>groupes prioritaires, en collaboration avec des bénévoles et des intervenants, garantissant ainsi des outils mieux alignés sur la réalité du terrain.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Projet « Mon eau, mon puits, ma santé » : Participation active de citoyens et d'acteurs municipaux à un projet de gestion de l'eau potable. Ce projet a permis de formuler des recommandations adaptées aux enjeux locaux. • Implication des citoyens dans des brigades lors du verglas : Formation de brigades citoyennes pour faire du porte-à-porte pendant la crise du verglas, apportant un soutien aux populations vulnérables, notamment les aînés. • Comité citoyen « Mon environnement, ma santé » : Création d'un comité citoyen avec un rôle décisionnel important pour sélectionner et financer des projets locaux, renforçant ainsi la participation des citoyens dans les décisions communautaires. • Projet PERCAL : développement de matériel de sensibilisation : en lien avec les priorités régionales et locales, intégrant les perspectives des citoyens. • Participation citoyenne dans les évaluations environnementales pour les projets miniers : Implication des citoyens dans les consultations pour les évaluations environnementales liées à des projets miniers, notamment sur les aspects sanitaires. La municipalité a soutenu activement cette participation. • Intégration dans les évaluations d'impact sur la santé (EIS) : Participation citoyenne dans les EIS par le biais de méthodes diverses, garantissant ainsi que les préoccupations locales soient intégrées dans les recommandations de santé publique. • Conseil Cri et comités de vigilance : Relations étroites avec les représentants des communautés crie, notamment sur des projets de prévention et promotion (PP) et de santé environnementale. Les comités de vigilance se sont avérés efficaces dans la gestion de dossiers sensibles comme les odeurs et les vibrations. • Participation citoyenne et gestion de controverse médiatique : Après une controverse médiatique en santé environnementale, des rencontres citoyennes avec des experts ont été organisées pour rétablir la situation et répondre aux préoccupations locales. • Retour des résultats des projets de recherche aux citoyens : Transparence renforcée avec un retour systématique des résultats de recherche aux citoyens, permettant de maintenir leur implication active dans les projets communautaires. • Collaboration avec les villes pour renforcer la participation : Les organisateurs communautaires sont intégrés aux projets des DSPu, travaillant en collaboration avec les municipalités pour atteindre plus efficacement les populations locales. • Utilisation des comités de bien-être pour mobiliser les citoyens : Les « wellness committees » sont utilisés pour mobiliser les citoyens dans des projets touchant à la santé et au bien-être, créant ainsi des espaces de dialogue où les voix locales peuvent s'exprimer. • Intégration des pairs aidants dans les thématiques de la santé environnementale : Inclusion des pairs aidants dans les projets de santé environnementale, notamment sur les questions de surdoses. Des discussions adaptées à chaque communauté permettent de mieux répondre aux enjeux locaux. <p>Défis</p> <p>Clarification des objectifs et du rôle des citoyens</p> <ul style="list-style-type: none"> • Défi : Risque que les citoyens souhaitent aller au-delà de leur rôle prévu, ce qui pourrait dévier de la démarche initiale. • Exemple : Dans le dossier de l'itinérance à Montréal, il est crucial de bien camper les objectifs de la participation citoyenne et de poser des balises claires dès le début. • Enjeux : Gestion des attentes, spectre large de participation, nécessité de ressources dédiées pour bien encadrer et conseiller
--	--

sur ces démarches.

Ressources financières et logistiques

- **Défi** : Manque de ressources financières peut limiter la reproduction de certains projets participatifs.
- **Enjeux** : L'acceptabilité sociale est difficile à atteindre dans certains contextes hautement médiatisés, ce qui complique l'organisation de consultations efficaces.

Représentativité et diversité des voix

- **Défi** : Difficile d'assurer une représentativité des citoyens, en particulier des populations marginalisées.
- **Exemple** : En **Gaspésie**, les mêmes individus participent souvent aux consultations, ne reflétant pas toujours l'ensemble des opinions de la communauté.
- **Enjeux** : Recrutement difficile, manque de diversité des voix dans les consultations, iniquité entre les participants et enjeux de littératie qui peuvent exclure certaines personnes.

Complexité et fragmentation des démarches

- **Défi** : Multiplicité des démarches en parallèle crée de la confusion pour les citoyens et les partenaires.
- **Enjeux** : Approches fragmentées, manque de modèle systématique pour les consultations citoyennes, difficultés liées à la distance géographique pour organiser des réunions en personne.

Fatigue et désillusion des citoyens

- **Défi** : Fatigue des citoyens et des partenaires face à une participation constante qui ne produit pas toujours des résultats concrets.
- **Exemple** : Dans certaines régions comme l'**Abitibi-Témiscamingue**, les citoyens sont désillusionnés par le manque de changements tangibles résultant de leur participation dans les projets.
- **Enjeux** : Participation citoyenne vue comme une formalité sans impact réel, fatigue face aux mobilisations répétées, difficulté à maintenir la motivation des participants.

Enjeux politiques et tensions locales

- **Défi** : Certains enjeux politiques empêchent la consultation citoyenne sur des sujets sensibles.
- **Exemple** : Au niveau provincial, le **MSSS** rencontre des obstacles politiques pour consulter les citoyens sur des questions environnementales, notamment en santé publique.
- **Enjeux** : Le contexte politique doit être bien compris avant de lancer une démarche participative, notamment en ce qui concerne l'acceptabilité sociale et les conflits d'intérêts potentiels entre les parties prenantes.

Manque d'accompagnement et de soutien des partenaires

- **Défi** : Certaines municipalités manquent de ressources pour accompagner la participation citoyenne.
- **Exemple** : En **Estrie**, certaines municipalités n'ont pas les budgets nécessaires pour participer activement aux projets de mobilisation citoyenne.

Temps limité pour organiser des consultations

- **Défi** : Les délais impartis pour organiser et exécuter des consultations sont souvent trop courts, ce qui complique la mise en place d'une véritable participation citoyenne.
- **Exemple** : 60 jours sont souvent donnés pour rendre un avis, ce qui rend difficile l'organisation d'une consultation approfondie et inclusive.

2) Présentation d'Isabelle Goupil-Sormany de concepts :

Isabelle Goupil-Sormany aborde la participation citoyenne en soulignant ses finalités essentielles, qui incluent la communication, l'écoute et le partage d'éclairages nouveaux, souvent issus de voix peu audibles. Elle évoque également l'importance de l'influence et du plaidoyer, ancrés dans un idéal démocratique, à travers divers moyens (qui se situent sur un continuum d'implication) tels que des séances d'information, des discussions, des sondages, des forums, des cafés du monde, ainsi que des comités et conseils citoyens pour assurer la représentativité.

Elle met en lumière les enjeux de la participation citoyenne, notamment les défis opérationnels liés aux compétences, au temps, à la pertinence des actions, ainsi qu'aux conflits et revendications qui peuvent surgir. Elle souligne le risque d'attentes irréalistes, l'instrumentalisation de la participation, et les frontières politiques qui peuvent entraver le processus. De plus, elle aborde la professionnalisation de la participation et les inégalités sociales qui en découlent, soulignant les enjeux de pouvoir dans des dynamiques sociales complexes. Enfin, elle insiste sur l'importance de l'exécution, de la collecte d'informations, du pouvoir décisionnel, de la transparence et de la valorisation des contributions citoyennes dans un cadre démocratique.

3) Présentation de trois cas

Pour illustrer les différents concepts, trois cas ont été présentés.

Saguenay-Lac-Saint-Jean - Rencontre d'information et d'échange – Présence de PFAS dans l'eau distribuée, dans certains secteurs de La Baie

- Jean-François Betala Belinga présente la situation. La présence inattendue de PFAS dans l'eau du secteur de La Baie a conduit à une réunion préparatoire de la santé publique auprès de la municipalité, qui a jugé le risque comme négligeable. Malgré cela, une approche prudente a été recommandée, avec des mesures de réduction des contaminations à moyen terme (1-3 ans). Cependant, une controverse médiatique et populaire a rapidement émergé. En réponse, la Ville a convoqué en urgence, le 18 juillet 2024, la direction de santé publique pour une rencontre d'information avec la population, organisée le lendemain lors d'une séance du conseil d'arrondissement de La Baie. Il a été convenu, en collaboration avec la direction des communications du CIUSSS, de soutenir la Ville dans cette démarche, avec la participation d'un médecin spécialiste, d'un agent de recherche impliqué dans le dossier, ainsi que du responsable des communications du CIUSSS.
- Isabelle Goupil-Sormany pose certaines questions :
 - Quels sont les facteurs ayant contribué au déroulement non harmonieux de cette rencontre (demande à 24h d'avis, situation grave mais non urgente)?
 - Comment peut-on améliorer la situation: prévoir un deuxième temps pour la rencontre, incluant un moment pour accueillir les émotions, un moment pour répondre, puis une entente avec la ville afin qu'elle puisse reprendre ses responsabilités.
- Isabelle Goupil-Sormany présente plusieurs pistes de réflexion sur ce cas, mettant en lumière la position délicate d'être « entre l'arbre et l'écorce », une situation souvent inconfortable. Elle souligne l'importance de multiplier les espaces d'écoute et d'information, car la colère et l'impuissance peuvent devenir de puissants vecteurs de changement. Enfin, elle rappelle l'importance de se projeter vers des solutions concrètes.

Laurentides : Projet de réaménagement de la cellule no 6 au centre de traitement Stalex à Blainville

- Gabrielle Bureau présente la situation concernant les services de gestion, de traitement et de disposition finale des matières dangereuses résiduelles et des sols contaminés. L'entreprise, la seule au Québec à offrir ce service, utilise un procédé qui

	<p>modifie les caractéristiques chimiques et physiques des matières traitées pour les transformer en un produit stable et inerte, qu'elle dépose ensuite de façon définitive dans des cellules de placement. L'aménagement d'une sixième cellule, déjà autorisé, est en cours de révision. L'initiateur propose de la construire à un emplacement différent de celui prévu initialement, afin de l'éloigner des quartiers résidentiels avoisinants et d'augmenter la capacité d'entreposage. Un BAPE est prévu. Une grande attention médiatique complexifie la situation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Isabelle Goupil-Sormany propose plusieurs pistes de réflexion qui soulignent l'importance des perspectives d'analyse, lesquelles peuvent modifier la perception et l'interprétation d'une situation. Elle distingue la participation publique de la participation citoyenne, en mettant en avant les nuances entre ces deux formes d'engagement. Elle aborde également le rôle crucial de la santé publique dans la prise de parole, notamment lorsqu'il s'agit de se positionner face à des enjeux sociaux. Enfin, elle met en lumière la tension entre le plaidoyer et les rôles légaux, qui peut influencer la capacité d'action des acteurs de la santé publique. • Elle pose également certaines questions : <ul style="list-style-type: none"> ○ Est-il pertinent d'organiser une participation citoyenne parallèle à un BAPE? ○ Quels critères doivent guider une plus grande participation citoyenne? Si des groupes marginalisés ne sont pas représentés lors du BAPE, nous pourrions vouloir faire émerger leur voix via les organisateurs communautaires. Il est possible de les accompagner pour participer au BAPE. Cependant, il y a peu de raisons d'aller au-delà, même si citoyens et employés le demandent. On attend souvent de nous un rôle de plaidoyer, mais ce n'est pas toujours simple. ○ Est-il possible d'influencer le processus du BAPE pour intégrer ce travail? Oui, mais le BAPE suit un processus bien établi, et il est important de rester centré sur nos objectifs. ○ Il est pertinent de travailler avec les organisateurs communautaires pour évaluer le niveau d'acceptabilité sur le terrain et rester en mode écoute. <p>Bas-Saint-Laurent : Démarche citoyenne auprès des populations sensibles aux CC</p> <ul style="list-style-type: none"> • Joanne Aubé-Maurice présente un projet visant à intégrer les personnes et les savoirs dans l'élaboration, le déploiement et l'évaluation des mesures d'adaptation aux changements climatiques (CC), afin que les personnes concernées participent activement à la définition des enjeux et à la création de solutions adaptées et justes. Ce projet inclut la tenue de sept groupes de discussion semi-structurés, composés de 5 à 9 participants issus de populations sensibles aux CC, telles que les personnes âgées, résidant en HLM, en réinsertion sociale, immigrantes ou ayant des problématiques de santé mentale. Cinq MRC, tant rurales qu'urbaines, sont couvertes par cette initiative. L'équipe de travail est interdisciplinaire, composée d'une coordonnatrice SE/CC, d'une APPR en surveillance, d'une APPR en CC et ISS, de quatre externes en médecine en stage de santé publique, et d'une organisatrice communautaire avec un mandat régional en CC. Un lien systématique est établi avec l'intervenant de milieu de chacun des groupes ciblés. Un journal de bord est également tenu par l'équipe pour documenter le processus. Enfin, ce projet a pour objectifs d'explorer et de mieux comprendre les perceptions et le vécu des populations sensibles face aux CC, de renforcer leur capacité d'adaptation par la valorisation de leur savoir expérientiel, et d'influencer la réflexion régionale autour d'une adaptation équitable, notamment dans le cadre du Plan d'adaptation régional de santé publique aux changements climatiques (PARC). • Isabelle Goupil-Sormany propose plusieurs pistes de réflexion autour de ce cas, en soulignant l'importance d'apprendre et de s'inspirer de ces «petits pas» pour progresser. Elle encourage à oser l'innovation, ce qui peut contribuer à renforcer la crédibilité et la confiance dans les démarches entreprises. Elle fait également la distinction entre la gestion des dossiers spécifiques et celle de l'organisation en général, et invite à se laisser influencer par d'autres valeurs et paradigmes, tout en avançant un pas à la fois. Enfin, elle insiste sur la nécessité de respecter ses propres limites et son temps, afin d'assurer un équilibre durable dans l'action.
--	--

4) Quels sont vos prochains pas ?

- **Renforcement de la participation citoyenne:** Les participants souhaitent intégrer la participation citoyenne dans leurs dossiers, même au-delà des études d'impact environnementales. De plus petits projets locaux offrent des opportunités d'expérimentation et de mise en œuvre plus poussée de la participation citoyenne.
- **Désignation de responsables et formation :** Les participants souhaitent désigner des responsables de la participation citoyenne au sein des équipes et leur offrir des formations pour acquérir les compétences nécessaires.
- **S'appuyer sur les partenaires :** Certaines équipes envisagent de consulter régulièrement les comités citoyens pour valider leurs initiatives, de sonder les partenaires sur leurs besoins, et de s'appuyer sur les organisateurs communautaires pour mieux comprendre le terrain. En ce sens, les équipes souhaitent créer des liens plus forts avec les équipes de PP. Certains envisagent de mobiliser des citoyens pour collecter des données, y compris des groupes moins visibles. Les événements communautaires sont vus comme une occasion d'organiser des petites consultations informelles et de « prendre la température » des participants.
- **Création d'espaces de réflexion interne :** Plusieurs équipes prévoient de tenir des ateliers de réflexion avec leurs collaborateurs pour définir des lignes directrices et pistes d'action claires en matière de participation citoyenne.
- **Projets pilotes avec partenaires citoyens :** Certains participants envisagent de cibler des projets spécifiques pour inclure des citoyens partenaires, en commençant par un projet pilote ou un comité.
- **Évaluation constante de la pertinence de la participation citoyenne :** Dans chaque initiative, il est suggéré de se poser la question de la pertinence et des bénéfices de la participation citoyenne. Il s'agit de systématiquement évaluer si cette participation pourrait être avantageuse et de considérer des actions plus fréquentes, même à petite échelle.
- **Constitution d'un comité aviseur citoyen :** La création d'un comité aviseur citoyen est également en réflexion pour solliciter les avis des citoyens sur une diversité de dossiers de santé publique. Cela permettrait de diversifier les perspectives citoyennes sur des sujets complexes.

5) Comment insuffler la participation citoyenne dans nos grands cadres de pratique ?

- **Commencer petit et progresser :** Les membres suggèrent de démarrer avec de petits projets ou des dossiers moins controversés pour développer leur confiance et leurs compétences en participation citoyenne. Cela permet d'apprendre à travers l'expérience, même si cela implique de commettre des erreurs au début.
- **Se former et mieux comprendre les dynamiques :** La formation des professionnels est essentielle pour qu'ils comprennent les leviers et balises d'une démarche participative.
- **Prévoir du temps pour la participation citoyenne :** La participation citoyenne nécessite une planification adéquate pour permettre une réelle implication des citoyens dans les projets. Il faut intégrer cette réalité dans les échéanciers.
- **Inscrire la participation dans les pratiques institutionnelles :** Un objectif commun est de rendre la participation citoyenne un réflexe dans les pratiques institutionnelles. Cela inclut l'ajout d'une « lentille citoyenne » pour systématiquement se demander si l'apport citoyen pourrait enrichir un projet.
- **Favoriser le partage du pouvoir :** La participation citoyenne doit inclure le partage du pouvoir dans certains processus décisionnels, tout en évitant de se lancer dans des projets sans réflexion préalable sur leur pertinence.

	<ul style="list-style-type: none"> • Objectifs clairs et pratiques exemplaires : Enfin, les membres insistent sur l'importance de définir des objectifs clairs pour chaque projet et d'identifier les meilleures pratiques qui pourraient être utilisées pour guider l'intégration de la participation citoyenne.
3. Présentation de la Table de concertation nationale en surveillance (TCNS) sur le positionnement de la surveillance: avis de la TCNSE	<p>Julie Soucy, directrice de la surveillance au MSSS, fait la présentation. Elle est accompagnée de Nathalie Bourcier, professionnelle en soutien de la TCNS. Elle présente la démarche d'identification des enjeux liés au rôle de la surveillance et des priorités d'action (positionnement de la surveillance) effectuée par la TCNS. Elle présente le contexte des travaux, la composition du groupe de travail (GT), les objectifs du GT, les travaux réalisés, les prochaines étapes de la démarche, ainsi que les résultats de la démarche, que voici :</p> <p>Enjeu 1 — Complexité des processus entourant la fonction de surveillance, engendrant une perception de lourdeur auprès des utilisateurs de données et un manque d'agilité. Ceci peut mener les collaborateurs à utiliser d'autres sources d'information de moindre qualité, mais plus rapidement accessibles et à prendre des décisions sans s'appuyer sur des données de qualité.</p> <p><u>Besoins:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Revoir les mécanismes d'élaboration et de mise en œuvre des plans de surveillance; • Faciliter le traitement des données; • Mettre de l'avant des solutions innovantes afin d'actualiser des processus complexes et offrir la possibilité d'être plus agile, lorsque nécessaire. <p><u>Pistes de solutions:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Effectuer une cartographie des processus actuels afin d'évaluer où des gains d'efficience pourraient être faits; • Modernisation de nos outils technologiques, dont l'offre de service à l'Infocentre de santé publique. <p>Enjeu 2 — Augmentation des demandes en données de différentes natures, engendrant un impact au niveau de la production des informations de surveillance nécessaires à la prise de décision.</p> <p><u>Besoins:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Faire connaître l'offre de service de la surveillance ainsi que le cadre dans lequel opère la fonction de surveillance, avec ses avantages et ses limitations, afin d'optimiser les collaborations; • Préserver l'expertise et une capacité des équipes de surveillance et ce, même en cas de prochaine crise sanitaire. <p><u>Pistes de solutions:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour et promotion de l'offre de service en surveillance; • Mise en place de mécanismes de collaboration avec les acteurs d'autres fonctions qui utilisent des données des santé publique; • Identification d'activités de surveillance essentielles à protéger et de balises pour le retour aux activités habituelles de surveillance, en cas de prochaine crise sanitaire. <p>Enjeu 3 — Capacité des équipes / ressources humaines: cet enjeu a été identifié lors des ateliers FFOM mais n'a pas été traité par le GT puisqu'il est porté par l'INSPQ et les DSPublique dans le cadre de la journée de réflexion ayant eu lieu le 15 décembre 2023.</p> <p><u>Discussion :</u></p> <p>Q1. Est-ce que les pistes de solutions identifiées dans le document vous interpellent?</p>

	<p>Les propositions sont jugées intéressantes. Le découplage de la surveillance est payant régionalement, étant près des réponses des besoins des équipes, nos experts en surveillance développent des expertises sur des thématiques et c'est très intéressant.</p> <p>Q2. Est-ce que certaines pistes de solutions en lien avec les enjeux mentionnés dans le document nous ont échappé? Si oui, lesquelles?</p> <ul style="list-style-type: none"> • La vigie semble être évacuée de la TCNS et de la réflexion qui nous est présentée. Rép : les leviers et l'encadrement ne sont pas les mêmes pour la surveillance et la vigie. La vigie n'a donc pas été positionnée dans les travaux. • Des données issues des maladies à déclaration obligatoire (MADO) peuvent permettre de faire de la surveillance. Est-ce que c'est considéré dans le document ? Rép. Le Plan national de surveillance comporte des indicateurs. Et ceux-ci sont en effet alimentés par des données quotidiennes issues de la vigie. Des équipes vigie surveillance travaillent de façon étroite dans certaines régions, moins dans d'autres. • Dans une perspective de soutien, les équipes de santé publique pourraient faire connaître l'offre de service de la surveillance auprès des différentes directions cliniques des CISSS et des CIUSSS, tout comme aux différents partenaires. <p>Q3. Parmi les pistes de solutions identifiées dans le document, lesquelles sont les plus prioritaires, selon vous?</p> <ul style="list-style-type: none"> • La collaboration des membres de différentes équipes et domaines qui ne sont pas formés en surveillance. • Pendant la pandémie, on avait des outils qui permettaient de faire des tableaux de bord. Moderniser les outils technologiques, nous permettrait d'avoir accès rapidement aux données. <p>Suivi : un formulaire sera envoyé aux membres de la TCNSE afin qu'ils puissent répondre aux 4 questions. La date limite pour envoyer les réponses consolidées est le 1^{er} novembre.</p>
<p>4.Surveillance et vigie en santé environnementale</p>	<p>Félix Lamothe est agent de liaison de la TCNSE à la TCNS. Il présente son rôle, le fonctionnement de la TCNS et la perspective de santé environnementale en surveillance.</p> <p><u>Discussion :</u></p> <p>Q1 Souhaitez-vous recevoir davantage d'information provenant de la TCNS? Lesquels et comment?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Être informés d'avance des fiches en consultation. • Participer au choix des indicateurs, notamment en étant au courant des travaux du GT-Suivi opérationnel des indicateurs. • Influencer le contenu des enquêtes : pourrions-nous participer au choix des questions dans les enquêtes ? <p>Q2 Est-ce qu'un besoin d'échange supplémentaire avec l'équipe de surveillance SE de l'INSPQ est présent? Lequel et de quelle manière?</p> <ul style="list-style-type: none"> • On souhaite recevoir plus de communication sur les actions de l'INSPQ et de la TCNS. Il serait aussi intéressant de savoir ce qui se fait entre régions.

	<ul style="list-style-type: none"> • Les indicateurs de vigie ne sont pas faciles à utiliser, il y en a beaucoup. On mentionne qu'un groupe de travail sur le système SUPREME sera mis en place. Il y a aussi une personne de la Direction de la vigie sanitaire (DVS) autour de la table donc on pourrait en parler ici aussi. • La lourdeur des processus de surveillance peut ralentir l'utilisation des données de l'infocentre. Peut-être devrait-on mieux valoriser les données libres, ou mettre des efforts ailleurs lorsque nous disposons déjà de données de qualité ? • Serait-il pertinent de consulter de façon un peu plus fragmentée (i.e. ne pas consulter sur 250 indicateurs en même temps) ? • Sur les mécanismes mis en place dans les régions qui favorisent la collaboration entre les équipes de surveillance et de SE : <ul style="list-style-type: none"> ○ Comité interne surveillance (Mauricie – Centre du Québec) : formation de 7h sur la manière d'utiliser les indicateurs de surveillance. Le comité interne se voit 4 fois par année, regardent les projets passés et futurs, développement aussi de la vigie. ○ Comité vigie surveillance mise en place au Saguenay-Lac-Saint-Jean : formation donnée par l'équipe de surveillance pour montrer comment utiliser l'infocentre. ○ Une équipe de vigie et de surveillance a été mise en place en soutien du secteur maladies infectieuses, gestion des menaces et santé environnementale en Montérégie. Nous souhaitons obtenir davantage de soutien en santé environnementale (SE) et développer des compétences spécifiques dans ce domaine. Des échanges ont lieu entre cette équipe et l'équipe de surveillance afin de mieux répartir les tâches. Un comité de surveillance a également été créé récemment. Selon certains, les équipes de surveillance maîtrisent bien les grandes enquêtes, mais lorsqu'il s'agit d'extraire des données spécifiques à la SE, ou d'utiliser d'autres banques de données pour présenter les facteurs de risque ou les déterminants environnementaux cela devient plus difficile.
<p>5. Transition énergétique : de la filière batterie à l'éolienne, les enjeux pour les acteurs de SE</p>	<p>Pierre-Olivier Pineau, professeur en économie aux HEC, présente l'évolution de la consommation énergétique mondiale et le fonctionnement de l'effet de serre, suivi de différents scénarios d'émissions de CO₂ et d'autres gaz à effet de serre (GES). Il aborde les enjeux environnementaux et leurs liens avec la santé des populations (Watts et al., 2018). Ensuite, il fait état du bilan énergétique du Québec, de la consommation d'énergie, des trajectoires de consommation d'essence, des émissions de GES et de la consommation d'électricité au Québec.</p> <p>La présentation se termine par un aperçu des orientations gouvernementales, incluant le Plan pour une économie verte (PEV), le plan de mise en œuvre, ainsi que diverses politiques complémentaires. Il couvre également les outils du marché du carbone, les plafonds d'émission, ainsi que les avantages et inconvénients de l'approche gouvernementale :</p> <p>Avantages :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Engagements clairs du gouvernement • Politiques sectorielles ciblées • Plafonds absolus et décroissants de GES • Principe du pollueur-payeur • Réinvestissement des revenus dans la réduction des GES <p>Inconvénients :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Trop grand nombre de politiques, programmes et objectifs • Difficulté à établir une cohérence globale • Absence de focus sur des enjeux clés comme :

- L'aménagement du territoire
- La mobilité
- Les bâtiments
- La réduction, le réemploi et le recyclage

Questions des membres:

- Pourquoi la courbe de consommation d'essence baisse-t-elle en Colombie-Britannique? Cela pourrait être dû à un étalement urbain moindre (à cause des montagnes environnantes) et à la présence d'élus verts à tous les paliers de gouvernement.
- Pourquoi la consommation d'électricité est-elle deux fois plus faible en Ontario qu'au Québec? Cela s'explique par des prix plus élevés, l'utilisation du gaz pour le chauffage, et une moindre présence d'industries électriques (comme l'aluminium).
- En électrifiant davantage, risque-t-on de manquer d'électricité? Oui, à long terme, d'où l'idée de réduire la consommation avant de produire plus d'électricité.
- Quel est l'impact des technologies de l'information? Ces technologies soulèvent des questions, mais elles ne représentent pas un enjeu majeur ni en termes de production de GES, ni en consommation d'électricité pour le moment. Ces technologies sont en effet en augmentation à une très grande vitesse.

-

Ateliers :

Q1. Quels sont les enjeux de santé publique liés à la transition énergétique?

Les participants ont souligné plusieurs enjeux liés à la transition énergétique, en insistant sur les défis pour les populations les plus vulnérables. Un point qui revient souvent est le **stress que cette transition impose sur les communautés défavorisées**, qui n'ont pas toujours les moyens de supporter les coûts accrus du transport ou d'accéder aux nouvelles alternatives énergétiques. On connaît bien les impacts de la pollution, de l'extraction minière et de la sédentarité, mais la transition pourrait aussi provoquer des **migrations massives**, exacerbant ces problématiques.

Un autre enjeu important est l'accent mis uniquement sur l'électrification sans s'attaquer directement aux **sources mêmes des émissions de gaz à effet de serre**. Les participants craignent une **émergence de nouveaux risques environnementaux**, notamment industriels, que l'on n'avait pas anticipés. De plus, cette approche, en reposant souvent sur des responsabilités individuelles, risque d'**accentuer les inégalités sociales de santé**. Le réseau de santé publique se sent parfois en marge, avec une incertitude sur son rôle dans ces orientations gouvernementales et une difficulté à savoir où et comment influencer.

Le **changement des habitudes de consommation d'électricité** se révèle aussi complexe, notamment à cause de la valorisation du confort, de l'efficacité, de l'autonomie, et d'autres facteurs comme le manque de légitimité ou de financement pour des actions à grande échelle. Il est aussi souligné que **les messages sur la décroissance** et la réduction de la consommation ne sont pas suffisamment diffusés auprès du public, tandis que les **alternatives aux hydrocarbures** demeurent limitées, surtout en région.

Certains ont mis en avant des **co-bénéfices** comme ceux du transport actif pour la santé publique, mais ont aussi relevé le manque d'action et le peu de visibilité de la santé publique dans les politiques actuelles.

Les **effets secondaires des nouvelles technologies**, comme les incendies causés par les batteries au lithium, sont rarement abordés, et on note un manque d'étude sur ces risques.

Les **grands projets de développement énergétique** suscitent des inquiétudes, surtout parce que les **impacts psychosociaux** sont souvent moins pris en compte que les impacts physiques. L'augmentation du **transport de marchandises** à travers des régions mal équipées exacerbe les risques de trafic ou de déversements. Il est aussi mentionné que les **retombées économiques** de ces projets ne sont pas toujours réparties de manière équitable, et que les décisions prises au niveau provincial ont parfois des conséquences inattendues au niveau local, les municipalités n'ayant pas le temps de s'organiser.

Parmi les **nouveaux risques**, certains sont liés à des industries encore méconnues au Québec, et pourraient aggraver les inégalités. Certaines mesures, comme l'interdiction du chauffage au bois, peuvent se heurter à des besoins de **résilience lors des pannes** énergétiques. Les **travailleurs** sont exposés à des ces nouveaux **risques**, notamment dans l'industrie du recyclage, tandis que le déplacement des emplois vers les centres urbains crée des pressions sur les ressources et le logement.

Le thème de la **justice environnementale** a aussi été soulevé, notamment concernant la distribution des risques près des sites industriels ou à risque, souvent situés dans des zones vulnérables. L'accès aux subventions et aux nouvelles infrastructures reste inégal, les ménages à faibles revenus étant souvent laissés pour compte.

Si la transition énergétique présente des opportunités pour la santé publique, elle amène aussi des **risques et des incertitudes** qu'il faut anticiper. Les participants insistent sur la nécessité d'une planification plus inclusive, avec un rôle clair et renforcé pour la santé publique dans l'accompagnement de cette transition.

Q2 Comment composer avec des déterminants de la santé qui s'opposent ?

Lors des ateliers, les membres ont identifié plusieurs tensions entre les déterminants de la santé. Par exemple, les **programmes de subvention** pour des rénovations (comme l'amélioration de l'enveloppe des bâtiments) tiennent compte du revenu, mais certains bénéficiaires en ont moins besoin que d'autres. C'est un peu comme pour les **prix de l'électricité**, où l'on pourrait envisager un système à paliers, semblable à l'imposition, afin de mieux répartir les coûts à travers la collectivité.

La question des **conflits de valeurs** est présente : il serait intéressant de prioriser et de valider qui est le décideur légitime. Pour cela, il est important de bien lire les différents acteurs, de créer des alliances stratégiques, et d'inclure des **citoyens éclairés** dans la prise de décision. Il faut aussi considérer les **impacts sur la santé** à la fois des populations actuelles et des générations futures.

Les participants ont aussi relevé la tension entre l'**augmentation des coûts d'électricité** et le creusement des inégalités. Il est impératif de balancer les risques et les bénéfices pour les différentes populations, et de prendre des décisions éclairées, tout en étant conscient que certains groupes pourraient être davantage pénalisés.

Une autre tension forte se trouve entre la **création d'emplois** dans certains secteurs et la perte d'emplois dans d'autres. Cela peut aussi conduire à de l'**appauvrissement** ou à des problèmes liés à la **gentrification**. Il y a ici un défi: l'**acceptation sociale** de payer plus cher ou de perdre quelque chose (par exemple, accepter une éolienne) dans l'espoir de gains futurs plus importants.

Les membres ont également évoqué l'importance des **évaluations d'impact sur la santé (EIS)** et la nécessité d'une **approche intégrée** pour l'aménagement du territoire. Toutefois, cela se heurte souvent à l'**opposition entre la densification de certains milieux et l'occupation du territoire**, notamment en ce qui concerne l'accès aux services et les enjeux de transport, tant local qu'interurbain. Cela peut exacerber la **dévitisation des régions**, où les vulnérabilités sont déjà plus prononcées. De plus, les **programmes de financement pour la mobilité durable** semblent souvent favorables aux grands centres urbains qui disposent des ressources pour déposer des demandes, créant ainsi un fossé avec les régions.

D'autres tensions sont identifiées: le développement urbain et l'utilisation des **énergies fossiles** vont souvent de pair, ce qui soulève la question de savoir si la simple densification urbaine peut vraiment réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Des **habitations bien isolées** peuvent entraîner des problèmes de **mauvaise ventilation**, de surchauffe en l'absence de climatisation, ou encore de mauvaise qualité de l'air. Il y a également des préoccupations concernant les **grilles électriques**, le **verdissement urbain** qui pourrait aggraver les allergies, et d'autres risques indirects.

Enfin, le besoin d'une **concertation plus étroite avec la population** est ressorti comme un élément essentiel, en particulier pour bien prendre en compte les **déterminants sociaux de la santé** dans ces décisions complexes.

Q3. Quels délais et échelles géographiques (local, régional, national) doit-on prendre en compte pour évaluer les impacts des projets sur la transition énergétique dans les avis et évaluations ?

Les discussions lors des ateliers ont révélé une **déconnexion** entre le niveau de nos évaluations et les impacts globaux. Par exemple, si nous voulons des voitures électriques, voulons-nous aussi accepter les mines nécessaires pour produire les batteries ? Il est essentiel de **mesurer les inconvénients et les bénéfices** à l'échelle d'un territoire, mais cela doit se faire avec une vision à **très long terme**, certains évoquant des horizons de **25 ans ou plus**, voire **sept générations**.

L'échelle géographique et temporelle à laquelle nous évaluons les impacts **influence directement les décisions**. Il est difficile de prendre des décisions **locales** pour des gains qui ne se manifesteront qu'à l'échelle **provinciale ou fédérale**. Les membres ont souligné la **difficulté à pondérer les avantages et inconvénients** aux différentes échelles, que ce soit locale, régionale ou nationale, et surtout à rendre tangibles les **impacts à long terme**. Les évaluations devraient au moins considérer une génération, et inclure systématiquement l'échelle **locale**, tout en intégrant les communautés **autochtones** dans les processus décisionnels.

Un projet qui semble bénéfique dans une région peut avoir un **impact négatif** dans une autre. Les décisions doivent donc être prises avec une **vision globale**, en tenant compte de l'empreinte énergétique et des répercussions à **long terme**. Il ne suffit pas de regarder chaque projet de manière isolée, une approche **holistique** est nécessaire, et il faut commencer à agir dès maintenant.

Il a été souligné que les procédures gouvernementales utilisent souvent des **échelles géographiques trop petites**, ce qui peut limiter la portée des évaluations. L'échelle doit être **adaptée à chaque projet**, et lorsqu'il s'agit de réduire les **émissions de GES**, il est pertinent d'adopter une **perspective mondiale**. Par exemple, certains projets ayant des **impacts négatifs localement** peuvent apporter des bénéfices à une échelle régionale ou nationale, créant ainsi un dilemme.

Il y a une **pression sur les emplois** et des risques de spéculation dans certaines régions, mais les évaluations à **long terme** sont souvent négligées au profit des résultats à **court terme**, plus faciles à communiquer en termes d'acceptabilité sociale. Une **évaluation d'impact**

	<p>santé pourrait permettre une réflexion plus large sur une filière entière, plutôt que sur des projets isolés. Cela nécessite une mobilisation, mais aussi l'utilisation des outils que nous avons déjà, comme les processus délibératifs.</p>
<p>6. Seuils de chaleur extrême extérieurs et démarches en cours pour les seuils intérieurs</p>	<p>Isabelle Demers présente brièvement le point. Elle souligne que les différents dossiers liés à la chaleur sont en mouvance et ont besoin d'attention.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le plan ministériel sur la chaleur a été adopté en 2019. Est-il toujours d'actualité ? • La mission santé de la Sécurité civile va passer à Santé Québec. Quel impact cela aura-t-il sur nos responsabilités ? • Les régions ont des demandes légitimes par rapport à la chaleur intérieure. <p>Le MSSS souhaite connaître les besoins de son réseau avant de confier des mandats.</p> <p><u>Ateliers :</u></p> <p>Q1. Quels sont les défis dans la mise à jour des plans pour les vagues de chaleur extrême ?</p> <p>Variabilité régionale</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'interprétation et la mise en œuvre des plans varient considérablement selon les régions; • Des réflexions sont nécessaires sur les critères d'activation des différentes phases; • Une harmonisation des phases est souhaitée; • Des écarts existent entre les régions, notamment en ce qui concerne les définitions ou interprétations des seuils d'intervention (ex : frontières entre régions sociosanitaires); <p>Pertinence des seuils</p> <ul style="list-style-type: none"> • La nécessité d'agir même en dehors des seuils critiques est soulignée, puisque les seuils actuels sont basés sur des données des années 1990, qui ne reflètent plus la réalité d'aujourd'hui. Les infrastructures urbaines ont changé depuis les années 1990, alors que les seuils actuels restent inchangés; • L'étude de Boudreau a démontré que la majorité des impacts sanitaires se produisent en dehors des périodes officielles de vagues de chaleur; • Certaines situations (comme les écoles sans climatisation) nécessitent des interventions même si les seuils ne sont pas atteints. • On appelle à l'intégration de critères basés sur des indices de morbidité, ainsi qu'à l'ajout de réglementations pour limiter la chaleur intérieure, en particulier dans les résidences pour personnes âgées (RPA) et les milieux scolaires; • L'humidex devrait être pris en compte dans les seuils; • Au Nord, les seuils sont jugés trop élevés, car les populations ne sont pas acclimatées à la chaleur et manquent de lieux de rafraîchissement; • Plusieurs régions estiment que les seuils basés uniquement sur la mortalité ne suffisent pas à réduire le fardeau global de la chaleur. <p>Améliorations des plans et accès aux données :</p>

- Plusieurs régions soulignent le manque de données actualisées, notamment sur la chaleur intérieure;
- Certains soulignent l'importance d'une mise à jour annuelle par l'INSPQ, et la nécessité d'améliorer la vigie sanitaire, notamment en ce qui concerne le suivi des indicateurs pertinents.
- La nécessité d'inclure des critères qui tiennent compte des changements des 20 dernières années, comme l'augmentation de la fréquence des événements climatiques.

Populations vulnérables :

- Plusieurs régions mentionnent des défis pour atteindre les populations vulnérables (**faible littératie, isolement social, personnes ne parlant pas français**).
- Il est essentiel de savoir si les messages d'alerte atteignent ces groupes, notamment les services de garde et les personnes en situation d'itinérance.

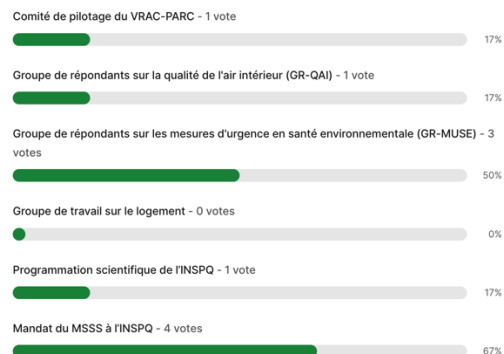
Q2 Quels autres enjeux liés à la chaleur constatez-vous dans vos régions (et qui ne sont pas encore couverts par ces plans) ?

- Les régions soulignent que les plans actuels sont davantage axés sur la sécurité civile que sur la santé publique. Cela crée des zones grises dans la répartition des responsabilités;
- Il existe des disparités importantes entre les régions dans la manière dont la surveillance des effets de la chaleur est effectuée;
- Les régions du Sud sont confrontées à des défis croissants liés à l'interaction entre la chaleur intérieure et la qualité de l'air, surtout dans les logements anciens ou mal ventilés. Les conditions de salubrité des logements exacerbent ces problèmes, et certaines régions demandent des leviers supplémentaires pour intervenir sur ces questions (ex : révision des codes du bâtiment ou des règlements sur la salubrité des logements). Cela inclut des programmes de subvention pour les rénovations afin de limiter les impacts de la chaleur intérieure, notamment pour les populations vulnérables résidant dans des logements inadéquats.

6.3 Par quels mécanismes ces enjeux devraient-ils être abordés ? (plusieurs réponses possibles)

Multiple Choice Poll 6 votes 6 participants

Share



Les membres expliquent ainsi les résultats :

	<ul style="list-style-type: none"> • Si on parle de seuils, ce devrait être l'INSPQ qui s'en charge, car ils ont l'expertise nécessaire. En revanche, pour l'harmonisation, ce serait plutôt le GR-MUSE qui serait le mieux placé. Toutefois, il y a une limite : les porteurs de dossiers «chaleur» ne sont pas tous au GR-MUSE. Est-ce qu'un groupe distinct ou plus large devrait être créé pour s'en occuper ? • On souligne le modèle utilisé pour les feux de forêt : une cellule de travail sous l'égide d'un groupe de répondants qui serait chargée de faire les recommandations. Ensuite, on pourrait décider quel mandat confier à l'INSPQ et quelles modifications le MSSS devrait apporter. Ce modèle a bien fonctionné et pourrait s'appliquer ici. • Il y a des travaux en cours à l'INSPQ qui vont émerger dans les prochaines semaines ou mois. Il est important de s'assurer de leur cohérence avec les travaux du GR qualité de l'air intérieur. Une fois que ce travail sera complété, on pourra explorer d'autres éléments complémentaires pour établir des repères plus clairs en matière d'environnement intérieur. • La question de la chaleur traverse tout le continuum de la promotion, de la prévention, et de la surveillance, et touche donc à tout le spectre de santé environnementale. Le GR-MUSE et sa cellule sont surtout axés sur les urgences EME, mais il y a beaucoup de travail à faire également en promotion-prévention (PP). • Attention à être réactif ! Il y a des éléments qui relèvent de notre capacité à gérer les risques. Il est essentiel d'identifier rapidement ce qui peut être résolu pour la saison prochaine et ce qui devra être mis à jour scientifiquement à plus long terme. Exemple : la cellule d'un GR x pourrait d'abord cibler les problèmes urgents pour la prochaine saison, puis s'attaquer à ce qui nécessite une actualisation scientifique.
7. Orientations gouvernementales en aménagement du territoire	<p>Le point est présenté par Marie-France Boudreault.</p> <p>Cet automne, le MAMH interviendra pour mieux soutenir les partenaires, y compris la santé publique, dans l'appropriation des OGAT (orientations gouvernementales en aménagement du territoire). Une formation générale est offerte sous forme de capsule vidéo et s'adresse à tous les professionnels dont les mandats touchent de près ou de loin l'aménagement du territoire. Ces capsules se trouvent dans l'équipe TEAMS du Réseau en aménagement du territoire et urbanisme (RUAT).</p> <p>Une formation plus spécifique portera sur le contenu des OGAT et sera donnée le 2 octobre 2024. Celle-ci s'adresse particulièrement aux personnes qui rédigent des avis dans le cadre des demandes sectorielles. Cette formation est plus technique et nécessite une bonne base en aménagement du territoire.</p> <p>Les OGAT sont cruciales et leur renouvellement est majeur. Oui, les OGAT sont un levier pour la santé publique, mais leur portée reste limitée puisqu'elles sont régies par les règles appliquées par le MAMH. Il ne faut donc pas négliger tout le travail réalisé en amont avec les partenaires et les MRC, notamment les aménagistes. L'influence se fait toujours de manière plus efficace avant plutôt qu'après coup.</p> <p>Questions des membres :</p> <p>En réponse aux questions des membres, il est convenu de rendre accessibles les capsules sur la CP-SE. De plus, si des documents supplémentaires sont requis en soutien à la rédaction des avis, le MSSS en fera la demande au MAMH, qui est également ouvert à offrir d'autres sessions de formation</p>
8. Synthèse de la journée et rappel des	<p>Joanne Aubé-Maurice, coprésidente régionale, a fait la synthèse de notre journée. Le continuum promotion-prévention-protection en santé environnementale a été au cœur de nos discussions, avec la surveillance en toile de fond. Chaque thème abordé a souligné à quel</p>

<p>priorités de la TCNSE pour la prochaine année</p>	<p>point la collaboration entre domaines en santé publique est essentielle. Notre agenda commun demeure pertinent et porteur. Elle a noté qu'il pourrait être pertinent de rétablir un espace de réflexion dédié à la surveillance et la vigie en santé environnementale. Le volet sur la participation citoyenne nous pousse à sortir des limites de nos équipes, à oser expérimenter, et à nous permettre de commettre des erreurs. En ce qui concerne la transition énergétique, il est clair que nous devons continuer à travailler sur les enjeux du logement, de la mobilité durable et à bien considérer les impacts psychosociaux à travers nos études d'impact. Les discussions autour des enjeux sociopolitiques nous encouragent à adopter une approche plus large pour mieux comprendre et influencer les déterminants de la santé, parfois en tension les uns par rapport aux autres. Enfin, le dossier de la chaleur se place au cœur de notre priorité commune : les changements climatiques, un thème transversal de l'Agenda commun. Il ressort des discussions que des actions peuvent être déployées sur tout le continuum de nos fonctions de santé publique par une diversité d'acteurs et que les plans chaleurs méritent d'être actualisés.</p> <p>Marie-France Boudreault, coprésidente ministérielle, renchérit en soulignant que l'année à venir sera mouvementée pour les acteurs de la santé publique, notamment avec la création de Santé Québec. Cependant, en restant alignés sur les priorités de notre Agenda commun, nous avons de bonnes chances de maintenir le cap et de donner du sens à nos actions en santé environnementale. Elle précise que nous allons continuer à travailler sur des enjeux clés comme l'aménagement du territoire et l'urbanisme, les changements climatiques, les aléas climatiques, ainsi que sur la qualité de l'air, de l'eau, et d'autres facteurs environnementaux essentiels.</p> <p>Finalement, Jean-Bernard Gamache de l'INSPQ présente le Programme scientifique de l'INSPQ - <i>Anticiper les enjeux de demain : orientations et priorités de développement scientifique</i>. Les travaux de la TCNSE sont en cohérence avec plusieurs des grandes tendances identifiées qui sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Progression des disparités sociales et économiques • Vieillissement de la population • Immigration et diversification démographique • Changements climatiques • Augmentation de la fréquence et de l'ampleur des menaces et urgences sanitaires • Changements sociaux associés à la transformation numérique • Évolution du monde du travail
<p>9. Mot de la fin, fiches pour info seulement et évaluation de la rencontre 9. 1 Gabarit VRAC-PARC</p>	<p>Les coprésidentes remercient les participants pour la journée et les invitent à compléter le formulaire d'évaluation.</p>